

Les données médicales des patients britanniques pourraient être mises en vente

Le **NHS**, le National Health Service (le système de santé public britannique) **pourrait vendre à un organisme privé les informations médicales de millions de patients**. Selon le *Dailymail*, les dossiers devraient contenir des informations sur les diagnostics, les opérations et les traitements suivis par les patients. Une réaction aux multiples pertes de données subies par différentes administrations britanniques ?

La confidentialité des dossiers sera assurée par un organisme rattaché au National Health Service, NHS Research Ethics Committee. Les patients pourront également faire appel au Data Protection Act, une loi grâce à laquelle ils pourront anonymiser leurs dossiers. Seuls les codes postaux devraient rester visibles.

Néanmoins, pour les défenseurs de la vie privée, le transfert de ce type de données sensibles vers des entreprises privées constitue un fait grave. Pour Helen Wilkinson, militante au sein de l'organisation **Big Opt-Out**, une association de défense des données personnelles médicales.

« *Cela signifie que[les entreprises privées]pourront conseiller au NHS un moyen de réduire le nombre de traitements disponibles* », regrette Helen Wilkinson. D'autre part, l'exploitation commerciale de ces informations n'est pas à exclure.

Les entreprises privées de leur côté s'en défendent. Selon elles, il s'agit avant tout d'améliorer les traitements délivrés aux patients. Pour le NHS, il s'agit de rendre le service de soin plus efficace.

Les données médicales font l'objet depuis de longs mois d'une attention particulière. Au [mois de mai dernier](#), le gouvernement de sa majesté mettait un terme au contrat de refonte de son système de son santé qui le liait au japonais Fujitsu. La solution proposée par le nippon, peu flexible et beaucoup trop onéreuse, ne répondait pas aux besoins du NHS.

En proposant la gestion des données des patients à des acteurs privés, le service national de santé britannique espère peut être trouver une solution à un problème que l'administration Blair n'avait pas réussi à régler.

Le dossier médical britannique ne devrait pas être prêt, rappelons-le, avant 2014.